

ÉTUDE ORIGINALE/RESEARCH ARTICLE

# Les (re)constructions plurielles de la citoyenneté des femmes âgées à travers les pratiques de la vie quotidienne

Isabelle Marchand<sup>1\*</sup> et Stéphanie Gaudet<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Département de travail social, Université du Québec en Outaouais, Saint-Jérôme, QC, J7Z 0B7, Canada et

<sup>2</sup>Études sociologiques et anthropologiques, Université d'Ottawa, Ottawa, ON, K1N 6N5, Canada

\*Auteure correspondante. Courriel : [isabelle.marchand@uqo.ca](mailto:isabelle.marchand@uqo.ca).

## Résumé

À partir d'une recherche qualitative menée auprès de femmes âgées de 60 ans et plus, l'article propose une modélisation de la citoyenneté « vécue » dans l'avancée en âge. Construites à partir des pratiques de la vie quotidienne, quatre figures de citoyenneté sont proposées. La présentation des figures met en lumière autant la description des pratiques du quotidien que les finalités d'action qui animent l'agir quotidien. Par la suite, l'analyse narrative examine les diverses formes de citoyenneté vécue des participantes dans le vieillissement. Si les citoyennetés tracées rendent compte de différentes pratiques de participation sociale et d'affiliation au collectif, elles témoignent aussi, par ailleurs, des inégalités sociales et de genre qui sont toujours à l'œuvre pour penser les rapports à la citoyenneté vécue des femmes âgées sous des modes polyphoniques.

## Abstract

Based on qualitative research conducted with women aged 60 and over, the paper presents a model of lived citizenship in older age. Four types of citizenship are proposed and analyzed, drawn from the women's everyday-life practices. The types incorporate the goals that drive daily action. Subsequently, our narrative analysis of the interviews examines the various forms of lived citizenship experienced by participants. The citizenship types reflect a variety of forms of social participation and affiliation with society. They also attest to the presence of social and gender inequalities that are still present and embedded in citizenship. Furthermore, the power relations, which generate a gap between dominant citizenship forms and more relational citizenship forms, need to be deconstructed to capture the polyphonic voices that help to build lived citizenship in later life.

**Mots-clés :** Citoyenneté; vieillissement; participation; personnes âgées; femmes âgées/aînées; bébé-boumeurs

**Keywords:** citizenship; aging; participation; women over 60; later life; lived citizenship; baby boomers

## Introduction

Les trajectoires des femmes âgées, particulièrement celles issues du babyboom, ont connu des mutations profondes en raison des transformations importantes des États-providence d'après-guerre, à commencer par la sphère de la famille et celle du travail (Arber, Davidson & Ginn, 2003; Sawyer & James, 2018; Attias-Donfut, 2009). Plusieurs femmes de cette génération ont eu la possibilité de faire des études postsecondaires, d'accéder au marché du travail, d'avoir une vie professionnelle et d'investir les espaces publics, voire les lieux décisionnels et politiques. Les revendications féministes ont permis aux femmes de mettre au monde « les enfants qu'elles voulaient », brisant ainsi le rôle d'épouse-mère-ménage dans lequel elles ont été confinées aux tournants des années 1950. Les trajectoires des femmes aînées babyboomers ont été ainsi marquées par des dynamiques d'émancipation, d'individualisation et de mobilité sociale notables comparativement à celles des femmes des générations précédentes (Charpentier & Billette, 2010; Attias-Donfut, 2009; Marchand, 2016).

Historiquement, c'est aussi la première génération de femmes qui s'inscrit dans la trajectoire typique du travail-retraite-vieillesse, laquelle a été construite sur un archétype masculin (Charles, 2007; Foster & Walker, 2013). En l'occurrence, cette cohorte de femmes âgées ayant accédé au marché du travail pendant la plus grande partie de leur vie bénéficie dorénavant de droits sociaux (par exemple, ceux liés aux régimes de retraite), permettant ainsi l'accès à une « véritable » citoyenneté dans l'avancée en âge, telle qu'elle est conçue dans notre société libérale où les droits sociaux sont étroitement liés à la participation au marché du travail, en l'occurrence à la sphère publique (Lamoureux, 2004; Lister, 1997; Marques-Pereira, 2003).

Or, malgré le fait que le modèle du « double gagne-pain » est devenu la norme en Occident (Pupo et al., cité dans Nichols, 2019), plusieurs femmes âgées d'aujourd'hui n'ont pas nécessairement investi le marché du travail. Comme l'évoque l'historienne Aline Charles, « forte et même fulgurante, la progression du taux d'activité des Québécoises de 1951 à 1981 ne concerne au mieux que la moitié d'entre elles » (Charles, 2007 : 42). Toutefois, elles ont contribué à la société tout au long de leur vie en donnant leur temps à autrui dans la sphère privée et celles de proximité notamment, à travers le travail de *care* comme la proche aide, les pratiques de grandmaternité et le bénévolat (Charpentier et al., 2013; Conseil du statut de la femme, 2018; Nichols, 2019). Ces pratiques de participation des femmes demeurent le plus souvent invisibles, puisqu'elles s'inscrivent dans les sphères de proximité (soit dans les domaines relatifs au privé) et celle de la citoyenneté sociale, loin de la sphère publique que l'on considère comme la garante de la citoyenneté politique (Marques-Pereira, 2003). Néanmoins, les femmes qui avancent en âge expérimentent le vieillissement de façon de plus en plus diversifiée (Charpentier & Billette; 2010; Newton et al. 2018; Sawyer & James, 2018). À la lumière des transformations sociales contemporaines qui ont profondément modifié leurs parcours biographiques ainsi que des enjeux entourant leurs rapports à la citoyenneté, à la fois comme statut, pratique ou identité (Lister, 2011), nous nous sommes intéressées aux modalités par lesquelles les femmes âgées *vivent* et (re)construisent leur citoyenneté dans l'avancée en âge.

Dans cette perspective, nous proposons une modélisation de la citoyenneté « vécue »<sup>1</sup> par des femmes âgées, construites selon quatre registres de pratiques déployées dans l'avancée en âge. Menée auprès de 20 femmes âgées, l'analyse narrative des récits met non seulement en lumière la description des pratiques, mais aussi les finalités d'action qui animent l'agir quotidien. L'article s'articule en trois temps. En premier lieu, la problématique met l'accent sur deux dimensions de la citoyenneté : d'abord, celles des femmes âgées au regard de leurs pratiques citoyennes et des inégalités sociales pérennes. Ensuite, sur le plan théorique, elle se recentre sur les liens entre participation et citoyenneté ainsi que les reconstructions féministes de la citoyenneté et brosse sommairement un portrait du champ des *citizenship studies*, duquel provient le concept de citoyenneté vécue de Lister (2007). En deuxième lieu, la méthodologie sera exposée, puis les résultats suivront dans un troisième temps. La discussion permettra en troisième lieu d'analyser ces pratiques de la vie ordinaire de femmes âgées au regard de la citoyenneté et du concept corollaire de la participation, et de relever les enjeux de genre qui traversent les différentes figures de citoyenneté proposées. La conclusion reviendra sur les dichotomies du privé-public inhérentes au débat sur la citoyenneté genrée, et ce, à partir du point de vue des femmes et du sens associé à leurs pratiques quotidiennes.

## 1. La problématique citoyenneté des femmes âgées

L'accès à la pleine citoyenneté pour l'ensemble des femmes reste sous tension considérant les inégalités sociales qui jalonnent leur parcours de vie (Jenson, 2006). Dans l'avancée en âge, les inégalités ne s'annihilent pas; au contraire, elles se renforcent et les dynamiques qui en résultent contribuent à limiter l'accès à certains droits sociaux (e.g., le droit d'avoir un logement, de bénéficier d'un revenu de retraite décent). À cet égard, les enjeux socioéconomiques (i.e., pauvreté, insécurité financière, inégalités dans les revenus sur le marché du travail et à la retraite par rapport aux hommes) qui touchent particulièrement les femmes âgées ont été largement documentés (Herd, 2009; Madero-Cabib & Fasang, 2016; Riekhoff & Järnefelt, 2018; Townson, 2009; Arber, Davidson & Ginn, 2003). Elles sont aussi plus nombreuses à être monoparentales et à vivre seules dans l'avancée en âge (Gazso & McDaniel, 2010; Townson, 2009; Charpentier et al., 2019). D'autres réalités touchent aussi plus spécifiquement les femmes de toute âge, telles que la charge liée au travail de care qui leur incombe encore majoritairement, que ce soit comme parent principal donneur de soins ou comme proche aidante (Conseil du statut de la femme, 2018; Guberman, 2003).

Sur le plan de la participation sociale, les femmes âgées déploient des pratiques citoyennes variées. À cet égard, les activités bénévoles des personnes âgées accomplies au sein d'une organisation ou d'une association ont fait l'objet de beaucoup d'attention (Castonguay, Beaulieu & Sévigny, 2015; Gagnon, Ferland-Raymond & Mercier, 2004; Grenier, 2012; Lie, Baines & Wheelock, 2009; Pavelek, 2013). Les femmes représentent la majorité des personnes bénévoles (Gaudet, 2011; Castonguay, Beaulieu & Sévigny, 2015) et, plus largement, ce sont celles qui ont le plus grand nombre de pratiques participatives (Levasseur et al., 2018). De nouvelles formes de bénévolat sont aussi investies par les personnes aînées via les nouvelles technologies (Seddighi & Salmani, 2018).

En gérontologie, le sport et les loisirs des personnes âgées représentent aussi des pratiques de participation sociale (Provencher & Carbonneau, 2019), à l'instar de différentes activités de la vie quotidienne (Carbonneau et al., 2013; Levasseur et al., 2018; Raymond et al., 2015). Levasseur et al. (2018) indiquent que les activités familiales ou amicales représentent les pratiques les plus investies par les personnes âgées. Ce type de participation permet de soutenir les liens d'appartenance et de solidarité des individus. Les pratiques de citoyenneté politique ou civique des femmes âgées ont aussi fait l'objet d'études diverses (Charpentier & Quéniart, 2007; Gottlieb & Gillespie, 2008; Serrat et al., 2017; Sgier & Lucas, 2018). Souvent associées à la notion de participation citoyenne, ces pratiques de participation impliquent des formes d'engagement individuel et collectif visant le changement social (Johnson & Mutchler, 2013). Elles s'inscrivent dans un contexte collectif à travers les liens sociaux qui s'établissent entre les personnes d'une même communauté, par exemple, dans la réalisation d'un projet commun (Raymond, Sévigny & Tourigny, 2012).

Ces études traversent divers champs disciplinaires, mais ont en commun d'étudier la plupart du temps les engagements formels, c'est-à-dire les pratiques participatives visibles dans l'espace public. Pourtant, une large part des activités des femmes âgées s'accomplissent dans les sphères de proximité et s'inscrivent dans des activités du prendre soin, tel que l'écoute, l'entraide, le gardiennage, le mentorat, la proche aide (Conseil du statut de la femme, 2018, Charpentier & Billette, 2010; Pennec, 2007). En fait, les femmes âgées combinent une variété de rôles et d'engagements sociaux, politiques et civiques (Kulik, 2015; Marchand, 2016; Charpentier & Billette, 2010). Il apparaît donc pertinent de comprendre la participation sociale et politique d'une manière inclusive afin de comprendre les ponts – et les relations qui les sous-tendent – que franchissent les femmes entre les sphères privées et publiques afin de vivre pleinement leur citoyenneté (Gaudet 2015; 2019).

### **1.1 La citoyenneté en débat : les contributions féministes**

Tous et toutes ne sont pas égaux et égales devant l'accès à la pleine citoyenneté, laquelle implique d'abord l'accès à un ensemble de droits : les droits civiques, liés aux droits et aux libertés individuelles; les droits politiques, propres à la représentation et à la participation politique; et les droits sociaux, relatifs au bien-être et à la sécurité économique des membres d'une communauté donnée (Marshall, 1963). Plusieurs politologues féministes ont à cet égard démontré que le concept de citoyenneté n'est pas neutre; androcentré, il n'a pas tenu compte de l'évolution historique des droits ni des réalités spécifiques des femmes (Dietz, 1998; Lister, 1997; Pateman, 1988; Walby, 1994). Par exemple, Lamoureux (2002) rappelle que les femmes ont obtenu des droits sociaux avant l'obtention de droits politiques, car jusque-là considérées comme des non-citoyennes, devant avant tout être protégées (par le mari, le père). En outre, l'exclusion sociohistorique des femmes du domaine citoyen repose principalement sur la construction socio-historique d'une nature immanente de la féminité-maternité (Lamoureux, 2001), sur laquelle s'est appuyées la division des sphères privée-publique et son corollaire, la division sexuelle du travail (Lister, 1997; 2007; 2011; Marques-Pereira, 2003;

2004). En l'occurrence, c'est aussi à partir de ce jalon conceptuel que des politologues féministes ont pensé l'inclusion des femmes dans l'espace du politique et du droit de cité (Ballmer-Cao & Bonvin, 2006; Lister, 1997; 2007; 2011; Marques-Pereira, 2004; Marques-Pereira, Achin & Bereni, 2013; Lamoureux, 2001).

Dans la foulée des propositions visant la ré-articulation de la citoyenneté, deux perspectives ont fait débat, soit celles de la différence et l'autre de l'égalité. La première proposition, mise de l'avant par Pateman (1988), s'inscrit dans une citoyenneté différenciée entre les femmes et les hommes, c'est-à-dire une citoyenneté qui donnerait une « signification politique à la maternité » (Marques-Pereira, Achin & Bereni, 2013), en reconnaissant les valeurs associées au féminin (à l'éthique du care), en vue de déconstruire la vision dominante (masculine) de la conception libérale de la citoyenneté. La deuxième proposition insiste sur une citoyenneté démocratique (Dietz, 1998) qui valorise l'égalité de participation et de représentation des femmes dans les lieux publics et politiques, autrement dit, la promotion de l'égalité de droits à titre de personne citoyenne universelle. Ces deux positions reflètent ce que Pateman a nommé le dilemme de Wollstonecraft : revendiquer une citoyenneté basée sur la promotion d'un universalisme abstrait, où le masculin figure comme unité de mesure ou, à l'opposé, aspirer à une citoyenneté différenciée, basée sur les particularités et les identités qui en découlent (Marques-Pereira, Achin & Bereni, 2013). Cette tension n'est pas nouvelle. Selon Zimpfer (2015), qui a colligé les écrits de Mary Wollstonecraft, pionnière féministe au XVIII<sup>e</sup> siècle, on note déjà la tentative d'articulation des rapports entre la sphère privée et la sphère publique pour discuter de la citoyenneté des femmes. Pour Wollstonecraft, « la famille n'est qu'une extension de l'État » souligne Zimpfer (2015, 21), en citant un passage de la *Défense des droits de la femme*, écrit par Wollstonecraft en 1792 : « La vertu citoyenne s'acquiert donc dans la sphère privée aussi bien que dans la vie publique, les deux entretenant des relations dialectiques plutôt qu'agonales » (Zimpfer, 2015 : 21).

Pour Wollstonecraft, les femmes jouent un rôle important dans l'éducation à la citoyenneté<sup>2</sup> et, en cela, les rapports à la citoyenneté peuvent difficilement être exclusivement contenus dans le registre des droits et des devoirs du citoyen-travailleur. Enfin, il est intéressant de noter que cette appréhension de la citoyenneté trouve un certain écho dans les études contemporaines de Sevenhuijsen (1998; 2003) sur le *caring citizenship*. L'auteure appréhende la citoyenneté comme une relation (à l'État et aux autres) et comme un processus qui s'actualise différemment selon les étapes du parcours de vie et les pratiques de la quotidienne, et ce, en opposition aux conceptions hégémoniques de la citoyenneté dite universelle qui se caractérise pour une redistribution inégale des rapports de pouvoir.

Dans cette perspective, le *champ des citizenship studies* s'est penché sur les pratiques de citoyenneté ordinaire (Isin & Turner, 2007; Neveu, 2015), ou ce que d'autres ont appelé les arrières-scènes participatives (Breviglieri & Gaudet, 2014). Par exemple, les travaux de Kabeer (2005) articulent une conception de la citoyenneté inclusive, appréhendée « par le bas », et mettant de l'avant des principes qui s'écartent des mécanismes traditionnels de représentation et de participation, tels que la justice sociale (i.e., être traité de façon équitable), la reconnaissance (des différences, et comme être humain), l'autodétermination (la capacité d'exercer

un contrôle sur sa vie) et la solidarité (dans l'identification et l'action avec la communauté pour assurer la justice et la reconnaissance). Plus largement, ce champ porte sur les rapports sociaux et les relations qui structurent la participation dans la vie quotidienne des citoyens, et ce, par-delà le statut de citoyenneté dans le pays de résidence. Il se focalise sur la question suivante: « Comment les citoyens vivent-ils leur appartenance et leur participation à la société ? ». La notion de citoyenneté « vécue » (Lister, 2007) nous permet à cet égard de comprendre non seulement les pratiques participatives qui la sous-tendent, mais aussi comment s'incarne l'expression de la citoyenneté pour les personnes elles-mêmes.

Cette approche de la citoyenneté vécue nous est apparue pertinente pour comprendre la construction de la citoyenneté des femmes âgées, puisque leur rapport au marché du travail et leur reconnaissance en tant que citoyennes à part entière, bénéficiant de l'ensemble des droits de la citoyenneté, diffèrent de l'archétype du citoyen universel (dit masculin)<sup>3</sup>. Il devient donc important de comprendre les dynamiques entre les formes d'engagements des femmes âgées, qu'elles réfèrent tant à la sphère publique ou à celle du privé, et d'analyser l'ensemble des pratiques participatives dans l'avancée en âge afin de mieux comprendre comment ces dernières *vivent*<sup>4</sup> leur citoyenneté dans le vieillir.

## 2. La méthodologie

Sur le plan méthodologique, nous avons opté pour une recherche qualitative, en adoptant une approche narrative, par l'entremise de la réalisation de récits de vie (Bertaux, 2010). L'approche narrative permet de tenir du contexte sociohistorique dans lequel s'inscrit la narration, mais aussi de comprendre les expériences individuelles et collectives des vécus, et les manières dont les sujets participants leur donnent du sens (Chase, 2005; Creswell, 2012). Vingt récits ont été réalisés auprès de femmes âgées entre 60 et 70 ans, toutes nées au Québec et d'origine sociolinguistique française. La cohorte choisie de femmes fait partie de la génération des babyboomers, ayant vécu des « événements fondateurs » (Mauger, 2009), leur permettant de nouveaux modes de socialisation comparativement aux générations antérieures. Le recrutement des participantes a été fait via les réseaux sociaux, par un organisme féministe et par la méthode boule-de-neige. L'échantillon a été constitué à l'aide de la méthode « de la variation maximale » (Miles & Huberman, 2003), dans l'optique de rechercher des cas qui présentent une variété de positions et d'expériences au regard de l'objet de recherche; ce procédé permet ainsi l'identification de « patterns » centraux. Pires (1997) définit cette procédure d'échantillonnage empirique par « contraste-approfondissement », c'est-à-dire que la collecte et la description en profondeur de plusieurs cas uniques (par le biais des récits) permet d'obtenir une « constellation de cas », analysés d'abord verticalement et horizontalement et ensuite dans une perspective comparative. Le [tableau 1](#) présente les caractéristiques générales des répondantes (N : 20).

Le traitement analytique s'est effectué en trois temps. D'abord, la transcription intégrale de toutes les entrevues a été réalisée afin de permettre une codification verticale du matériau selon les « différents ordres de réalités », mobilisés par Bertaux<sup>5</sup> (2010 : 74). Ayant ainsi isolé les faits et les événements de chacun des récits (la « réalité historico-empirique » [Bertaux, 2010 : 74]), la trame diachronique

**Tableau 1.** Profil sociodémographique des répondantes

Caractéristiques des répondantes	Nombre (N : 20)
<b>Âge</b>	
Entre 60–65 ans	13
Entre 65–70 ans	7
<b>État civil</b>	
Mariée	8
Divorcée/pas conjointe de fait	5
Divorcée/conjointe de fait	2
Célibataire	5
<b>Descendance</b>	
Pas d'enfant	5
Enfants	15
Enfants et petits-enfants	14
<b>Milieu de vie</b>	
Métropole	16
Milieu urbain	2
Milieu rural	2
<b>Niveau d'études complétées</b>	
Pas de DES	2
DES	3
Études collégiales	5
Études universitaires 1 <sup>o</sup> cycle	6
Études universitaires supérieures	4
<b>Statut au sein du marché de travail</b>	
À la retraite	15
A travaillé au foyer	2
Emploi rémunéré à temps partiel	2
Toujours à l'emploi	3
<b>Domaine d'emploi avant la sortie de carrière</b>	
Vente, restauration et manufacture	5
Santé et services sociaux	5
Enseignement et éducation	4
Fonctionnaire	2
Politique	1
Arts et culture	1
Finance et administration	2
<b>Revenu annuel</b>	
0–20 000\$	4
21 000–26 000\$	2
27 000–35 000\$	4
36 000–45 000\$	4
46 000–60 000\$	0
Plus de 60 000\$	6

dans laquelle se déploient les pratiques du quotidien a été restituée pour chacune des répondantes. Par la suite, en vue de réduire les données (Miles & Huberman, 2003), les deux autres niveaux de codage, soit les éléments discursifs et réflexifs des récits, ont été logés sous cinq catégories: trois catégories renvoyant aux « mondes sociaux » (Bertaux, 2010) – à savoir l'univers du privé, l'univers familial et l'univers social – et deux autres catégories de sens, c'est-à-dire liées aux questions entourant le rôle, la place et la contribution à la société, exprimant en cela les finalités d'action des pratiques du quotidien. Finalement, pour obtenir un portrait transversal des résultats, et ainsi cerner « les récurrences de mêmes situations, des



logiques d'action semblables » (Bertaux, 2010 : 95), une analyse comparative a été effectuée.

En termes de limites, une des plus importantes a trait à l'échantillon, qui s'est révélé *a posteriori* plutôt homogène, à savoir des femmes blanches issues de la classe moyenne, en couple pour la majorité, et ce, malgré la méthode d'échantillonnage employée. Par conséquent, les résultats n'ont pas permis d'« entendre ce qui est d'habitude inaudible », telle que la souffrance sociale liée à l'exclusion, au mépris, à l'invisibilité et à la perte de dignité vécue par les personnes marginalisées (Lamoureux, 2001 : 44). Cette recherche a fait l'impasse sur les expériences d'exclusion de personnes qui sont en périphérie, ou hors des cadres socioéconomiques dominants sous-tendant les quatre figures de la citoyenneté tracées.

### 3. Typologie de la citoyenneté « vécue » dans l'avancée en âge

En s'inspirant de la conception de Jensen et Pfau-Effinger (2005) sur la citoyenneté active<sup>6</sup>, nous avons cerné quatre figures de la citoyenneté vécue par les répondantes dans l'avancée en âge. Ces figures ont été construites à partir des pratiques de la vie quotidienne à partir desquelles les répondantes *vivent* leur citoyenneté dans l'avancée en âge, pérennisent leur identité citoyenne et se maintiennent dans le lien social. Également, par-delà le travail de description des pratiques du quotidien, nous avons cherché à savoir quelles en sont, en filigrane, les finalités d'action. Autrement dit, quelles sont les raisons d'agir des pratiques du quotidien qui lie l'individu à la collectivité et sous-tend son sentiment d'appartenance à la société ? Nous avons ainsi identifié diverses finalités d'action pour chacune des figures construites. Or, plusieurs finalités de l'agir ne sont pas réductibles à une seule figure; elles sont transversales à différentes d'entre elles. Nous résumons l'ensemble de ces résultats dans les sections suivantes, et en discutons en dernière partie.

#### 3.1 La citoyenneté vécue par l'emploi rémunéré

Pour les répondantes travaillant toujours à temps complet, leur profession ou métier occupe une large part de leur vie quotidienne. Hélène, professeure de 61 ans, évoque même que « *ce qui résume ma vie, c'est le travail* ». Les discours de ce groupe de répondantes diffèrent de celles ayant déjà pris leur retraite, puisqu'elles aspirent « *à travailler aussi longtemps possible* », « *tant qu'elles seront capables* ». L'idée de la retraite ne séduit pas et n'apparaît pas être une option à court et moyen termes :

« *La retraite, ça ne me plaît pas, ça égale à l'ennui, ne plus s'investir... [...]. Je pense que d'ici dix ans, je vais peindre encore, je vais être aussi active que présentement [...]. Mon objectif, ce n'est vraiment pas de me bercer* ». (Suzanne, 60 ans, artiste-peintre).

Se maintenir en emploi le plus longtemps possible est soutenue ici par deux dimensions importantes qui donnent corps et sens au travail, soit le niveau de satisfaction très élevé du travail et la dimension de créativité sous-jacente qui l'accompagne. La créativité en emploi s'observe de différentes façons, que ce soit dans le domaine artistique, universitaire ou celui de la petite enfance. Comme l'évoque



Francine (67 ans, éducatrice en petite enfance), « *un travail dans lequel tu t'amuses, tu ris, tu chantes toute la journée, il n'y en a pas beaucoup* ». Les discours des répondantes témoignent du rôle que joue ce dernier dans leur vie. L'activité rémunérée n'a pas qu'une valeur pragmatique, il a également une portée sociale et ontologique pour cette génération de femmes où l'accès au travail a joué un rôle important dans leur construction identitaire. Ainsi, se maintenir dans l'avancée en âge permet de transmettre ses connaissances et d'« être un relais » pour les générations successives. Il exprime une forme de transmission de ses acquis, de ses compétences pour la société et met en relief le sentiment d'utilité. Plus fondamentalement, l'activité rémunérée permet le maintien dans le lien social dans l'avancée en âge.

### 3.2 La citoyenneté vécue par la participation civique et politique

Cette figure reflète les pratiques de participation civique et politique qui traversent le quotidien de plusieurs femmes interrogées. Les pratiques de participation civique et politique sont variées : participation dans les mouvements sociaux, dans les comités d'usagers au sein d'hôpitaux, au sein d'associations de retraitées et défense des droits, dans divers conseils d'administration, de comités de quartiers, etc. Pour ces répondantes, l'action civique et politique est déterminante dans leur vie quotidienne, car elle permet « *de ne pas jeter la serviette* », comme l'évoque Claire (63 ans), ou encore, « *de ne pas être une boomer assise sur sa petite vie tranquille de loisirs* » (Marie-Andrée, 64 ans).

Ces dernières se posent comme des citoyennes de « devoirs », c'est-à-dire que pour elles la citoyenneté implique une exigence participative, voire transformative vers davantage d'égalité et de justice sociale. Pour elles, le vieillissement et la sortie de carrière ne justifient en rien le fait de se désengager des lieux de participation civique et politique; elles se souhaitent toujours se positionner comme des sujets agissants sur les enjeux collectifs. Comme l'illustre Loraine (63 ans), un brin narquoise, et soucieuse de jouer un rôle dans la société : « *Qu'est-ce que tu vas laisser quand tu vas mourir ? Que va-t-on écrire sur ton épitaphe ? Que tu es allé jouer au golf ?* ». Dans cette perspective, leurs activités de participation rendent compte de l'importance accordée au fait d'avoir une influence sur la vie en société « *en contribuant à quelque chose* » ou « *en défendant les droits des personnes vulnérables* », mais aussi en étant critique de la société de consommation dans laquelle les discours sociaux cantonnent souvent les personnes vieillissantes.

Notons également que ces répondantes engagées sur les plans civique et politique occupent des positions statutaires plutôt homogènes : leur profil laisse voir des femmes de classe moyenne à supérieure, mariées ou en couple, détendant au moins un diplôme universitaire, ayant eu une activité professionnelle toute leur vie. Elles sont aussi les héritières d'un capital socioculturel de l'engagement social et leurs pratiques de participation s'inscrivent en continuité avec la vie jusqu'ici vécue.

En termes de finalités d'action, nous identifions aussi l'importance de la transmission intergénérationnelle (de ses expériences) ainsi que celle du don, mais celui de son temps en vue de « *redonner ce que l'on a reçu* » (Godbout, 2000). Également, le sentiment d'utilité sociale traverse les pratiques d'engagement. Finalement, de façon distincte aux autres figures de citoyenneté, se manifeste ici le ressenti d'une

responsabilité sociale, soit celle de devoir de contribuer à la société, dans une visée de justice sociale et mieux-être de la communauté autour de soi.

### 3.3 La citoyenneté vécue par les pratiques du care

Dans tous les récits, les répondantes déploient des pratiques de *care*, notamment dans l'informel, le domaine du privé et les sphères de proximité, mais aussi à travers l'activité bénévole au sein d'organismes caritatifs. Rappelons que le *care* est appréhendé à la fois comme pratique et attitude de sollicitude (Brugère, 2010). Ces pratiques de soin et d'attention à l'autre ont été regroupées sous quatre types soit : 1) l'agir comme proche aidante; 2) l'engagement dans la grand-parentalité; 3) l'entraide, qui met l'accent sur la sollicitude; et 4) l'engagement dans le bénévolat à caractère caritatif.

Dans la plupart des récits, les pratiques de *care* prennent une place prépondérante dans le quotidien, même chez les militantes de longue date: « *Je dis à tous mes engagements, mes petits-enfants sont prioritaires* » (Marie-Andrée); « *Quand elle est avec moi [ma petite-fille], les implications, je mets ça de côté* » (Lorraine); « *il y a des circonstances de la vie qui font que tu dois faire des choix et [...] comme grand-mère, ça passe avant le reste* » (Claire). Pour les participantes qui ne sont pas impliquées au sein d'une organisation, aider les autres autour d'elles, « *c'est ma façon de m'impliquer socialement* », mentionne Estelle (67 ans). Il y a dans l'entraide et la sollicitude une dimension fondamentale qui fait partie de la vie, car « *le jour où les gens ne tiendront plus compte des autres, il y aura quelque chose qui va être foutu...* » (Suzanne, 61 ans). Dans le même ordre d'idées, les pratiques relatives à la grand-parentalité contribuent à la promiscuité des liens intergénérationnels afin de préserver « *ce fil d'or* » qui nous raccorde à « *ce qu'il y a de plus beau dans l'humanité* ». Quant aux pratiques de proche aidance, elles sont vécues sous signe de tensions par deux répondantes, entre un ressenti d'obligations en raison des normes et valeurs familiales – elles prennent en charge leur mère dépendante – et le désir de mener un projet de retraite libre de contraintes.

Précisons qu'à travers cette figure se dessine un profil de femmes très hétérogènes : des femmes vivant près du seuil de pauvreté, d'autres issues des classes populaires, moyennes et favorisées; certaines répondantes sont très scolarisées, ayant fait des études supérieures, et d'autres n'ont pas de diplômes d'études secondaires. Même l'état de santé ne semble pas influencer l'ardeur mise dans les pratiques de *care* accomplies auprès des proches, car certaines répondantes présentant des conditions de santé ou de mobilité amoindries montrent des pratiques de *care* soutenues dans le temps.

En ce qui concerne les finalités d'action, elles sont nombreuses : l'accent mis sur la transmission intergénérationnelle ainsi que sur la préservation des valeurs familiales apparaît comme un leitmotiv dans les discours des grands-mères. À l'instar d'autres figures de citoyenneté, le sentiment d'utilité sociale, qui se transige ici par « *aider les autres* », et l'ancrage dans le lien social, que permet les relations de proximité par les pratiques de *care*, résonnent comme des finalités donnant sens aux pratiques déployées. Finalement, la notion de don émerge sans surprise. Les affinités entre les théories du don et du *care* sont nombreuses (Chaniel, 2012); les dernières se distinguant par leur caractère genré (Bourgault, Cloutier &

Gaudet, 2020). Cette finalité du don s'incarne dans les récits, non pas tant comme un « don de soi », mais plutôt un « don pour le maintien dans la vie et l'inscription dans le lien social » (Dandurand & Saillant, 2003). « *Penser aux autres, c'est un engagement citoyen pour le bien commun d'autres individus, car [...] être heureuse toute seule, j'ai de la misère avec ça* », philosophe Marie-Andrée (64 ans). Ainsi, pour certaines interviewées, le *care* s'inscrit dans une conception de la citoyenneté politique, c'est-à-dire d'une définition du commun.

### 3.4 La citoyenneté « vécue » basée sur les droits sociaux de la retraite

Une dernière figure de la citoyenneté vécue se distingue des récits. Il s'agit en réalité d'une figure en tension qui met en scène des pratiques de participation de teneur différentes par rapport aux autres figures d'une part et, d'autre part, rend compte des inégalités d'accès aux droits sociaux de la citoyenneté.

D'un côté, nous retrouvons des répondantes qui ont effectué une sortie de carrière volontaire et qui n'ont pas de pratiques de participation civiques, politiques ou à caractère caritatif, estimant « *avoir assez donné* » pour certaines. Pour d'autres, comme, Catherine (65 ans) s'identifiant comme une « *vraie soixante-huitarde* », il s'agit plutôt d'un sentiment de détachement face aux enjeux collectifs : « *Moi, je n'y crois pas à la société et à la politique* ». À l'instar d'autres répondantes, elle considère les pratiques de *care* accomplies auprès de leurs petits-enfants, ou encore comme proche aidante, comme « *leur bénévolat* ». Elles estiment en cela qu'elles n'ont pas un « *grand rôle à jouer dans la société* », outre le fait « *d'être une bonne citoyenne* », « *d'aider son prochain lorsque cela est possible* » (Céline, 60 ans), mais en « *profitant de la vie* » par le biais d'activités culturelles, sportives et de voyages. Leur récit exprime un immense besoin de liberté; elles aspirent à un vieillir sans contraintes et obligations.

Ces répondantes rencontrent en l'occurrence cette conception contemporaine, dans les sociétés libérales « du citoyen consommateur » (Johansson & Hviden, 2013), engagé dans une « retraite-loisirs » (Guillemard, 2003), davantage tourné vers la vie privée, la satisfaction et le bien-être personnel ainsi que la consommation de services et de loisirs. Elles s'illustrent comme des citoyennes davantage « individualisées », à savoir « détachées des valeurs collectives sur lesquelles a été créé l'État providence, telles que la solidarité » (Sanscartier, 2015 : 33, traduction libre). Selon cette conception, être une bonne citoyenne peut ainsi se résumer à participer au marché de la consommation, que ce soit les loisirs, ou les produits et les services (Sanscartier, 2015). Précisons finalement que ces dernières disposent de revenus se situant entre la classe inférieure (légèrement au-dessus du seuil de pauvreté) et moyenne, et possèdent un bon capital social et de santé, conditions leur permettant de poursuivre une quête de liberté, comme finalité d'action dans l'avancée en âge. Les activités de loisirs accomplies avec d'autres personnes et les liens de sociabilité entretenus les maintiennent aussi dans le lien social.

Dans cette même figure, nous retrouvons d'un autre côté les quelques cas de femmes défavorisées et fragilisées en raison de leur état de santé, de leur mobilité réduite ainsi que de leur précarité socioéconomique. Elles vivent ce que nous identifions comme une « retraite de proximité », c'est-à-dire confinées aux pratiques de vie ordinaire, axées sur les besoins essentiels de la vie quotidienne et les tâches

domestiques. Quelques pratiques telles que faire des courses, s'asseoir sur un banc dans une place publique pour discuter avec d'autres et promener le chien leur permettent d'entrer en relation avec d'autres personnes. Elles accomplissent aussi des pratiques de *care*, notamment celles liées à la grand-maternité, mais à l'intérieur de la sphère privée. Quelques activités de loisirs offerts dans les centres communautaires (par exemple le bingo) complètent aussi les pratiques du quotidien. L'activité de l'ordinaire permet néanmoins une certaine continuité de soi et d'ancrage dans la société, malgré le processus de fragilisation vécu dans l'avancée en âge. Évoquant « *vivre au jour le jour* », sans « *demandeur plus que ce qu'elles ont* », sauf « *davantage de contact* » (Marie, 60 ans), souligne en cela le manque de relations sociales. Elles se maintiennent précairement dans le lien social, en raison des ruptures successives vécues dans la trajectoire antérieure. *In fine*, leurs pratiques du quotidien servent essentiellement à préserver leur sentiment d'appartenance à la société autour d'elles.

À la lumière de ces quatre figures de citoyenneté vécue par l'emploi, la participation civique et politique, par les pratiques *care* et par les droits sociaux, les pratiques du quotidien qui les composent rendent compte de différentes formes de pratiques de participation sociale. Puisque la participation sociale représente un « paramètre important de la citoyenneté » (Van Hees et al., 2015 : 179, traduction libre), il n'est pas étonnant que les récits relèvent différentes formes de participation. Nous discutons d'abord du sens de ces pratiques participatives déployées par les femmes âgées, pour ensuite mettre focaliser l'analyse sur les différentes formes de citoyenneté déclinées et les inégalités de genre qu'elles éclairent.

## 4. Discussion

### 4.1 Des pratiques de participation qui soutiennent la citoyenneté vécue

Si nous observons d'abord les trois premières figures proposées, soit celle du travail, de la participation civique et politique ainsi que celle du *care*, les pratiques quotidiennes déclinées et leurs finalités mettent en relief différentes formes de participation et d'engagement social des femmes âgées au sein des collectivités. Leurs pratiques sont marquées par le sens du « devoir » envers des proches, des inconnus, des organisations, ou encore envers une communauté, et ce, dans une visée de contribuer à la société ou, comme l'évoque Tronto (2008 : 244), en vue d'agir « sur le monde pour assurer sa continuité ». L'engagement renvoie à la notion de responsabilité envers soi, les autres et les institutions. La notion comporte également, étymologiquement, une dimension identitaire, c'est-à-dire qui engage « l'être » dans une action pour laquelle il se sent concerné. L'engagement s'arrime ainsi étroitement avec le concept de participation sociale. Concept polysémique, la participation sociale peut aussi être définie comme « l'action de participer à une activité grâce à laquelle un individu contribue, en donnant du temps gratuitement, à la collectivité » (Gaudet, 2011 : 34).

Dans cette optique, les finalités communes qui se dégagent des pratiques des répondantes dans ces trois figures témoignent de cette idée du « souci de » (*caring about*) témoignée envers des personnes, sa communauté ou la société plus largement en « *redonnant au suivant* ». En filigrane, la mise en action à partir de

cette prémisse de se sentir concerné nécessite non seulement l'intentionnalité de l'acteur pour une cause, mais aussi l'engagement dans une pratique où il consacre du temps à une cause, une organisation ou une personne (Gaudet, 2012). Analyser la participation par le don de temps, c'est faire le pari que l'individu n'agit pas seulement par intérêt personnel, mais aussi par attention aux autres et aux liens sociaux à travers lesquels se transigent la solidarité dans une communauté d'appartenance (Gaudet, 2012). En outre, en mettant l'accent sur les dimensions du don, de la responsabilité et de la contribution, ces conceptions de la participation se rapprochent ainsi de celle de l'engagement social, tout en y apparaissant plus inclusives puisqu'elles incluent tant les pratiques formelles (domaine public) qu'informelles (domaine du privé), tant les pratiques visibles qu'invisibles.

Par la suite, si nous nous penchons sur la figure de la citoyenneté basée sur les droits sociaux, nous remarquons que les pratiques du quotidien sous-tendent des finalités d'action visant communément le maintien du lien social (i.e., les activités de l'ordinaire ainsi celles liées aux loisirs). Le lien social a ici pour principale fonction de « relier les individus dispersés » entre eux afin qu'ils éprouvent « le sentiment de s'appartenir mutuellement, d'être engagés dans une vie collective qui intègre chacun de façon entière » (Paugam, 2013 : 7–8). Ces pratiques du quotidien mettent ainsi en scène des espaces créant du lien social, ce qui permet la préservation de l'identité citoyenne sous différentes formes : dans le rapport aux autres (ne pas être ou se sentir isolé), dans le rapport au monde (garder un sentiment de familiarité et non d'étrangeté au monde) (Caradec, 2007) et à soi-même (maintien et continuité de soi) (Marchand, Quéniart & Charpentier, 2013). Eu égard aux définitions multiples de la participation, ces pratiques de la vie quotidienne rencontrent notamment la définition de Lévasseur et al. (2010 : 2141, traduction libre), puisqu'elles offrent « des possibilités d'interactions avec d'autres individus et avec la communauté ». Dans la même logique, selon la typologie de Raymond (2015), elles permettent entre autres de « voir du monde », « de vivre des activités plaisantes en groupe » et « de partager des savoirs ». Ces définitions, qui se veulent incluses de la participation sociale, ont l'avantage d'éviter l'établissement, même implicite, d'une forme de hiérarchisation entre les finalités d'action (Raymond, 2015).

Toutefois, que l'établissement du lien social et le sentiment d'inclusion sociale s'articulent essentiellement autour des activités quotidiennes des sphères privé et de proximité témoigne ici des inégalités sociales qui traversent non seulement les possibilités de participation, mais aussi l'accès à une pleine citoyenneté. Pour paraphraser Guillemard et Viriot-Durandal (2015 : 14), si l'avancée en âge ne conteste pas les champs des droits civiques et politiques de la citoyenneté, elle affecte en contrepartie celui des droits sociaux visant à prémunir les individus contre les risques sociaux. Les récits montrent, à cet égard, des décalages flagrants dans la teneur des droits sociaux dont bénéficient les répondantes pour vivre décemment leur vieillesse et, de surcroît, avoir suffisamment de ressources et de capital social pour « participer pleinement » à toutes les dimensions de la vie sociale et communautaire, comme le promeut l'État social. De fait, qu'il s'agisse de « faire des ménages » à 64 ans, de dépendre du soutien financier de sa fille pour survivre ou encore de s'approvisionner dans les banques alimentaires à la fin du mois, il y a là des iniquités majeures dans la « consommation » de droits sociaux et, surtout, dans les modalités

d'attribution et de redistribution de ces droits. En l'occurrence, pour qu'advienne une réelle citoyenneté inclusive, le genre, la classe sociale et les autres assignations catégorielles (l'âge, l'origine ethnico-raciale, etc.) doivent être appréhendés comme des principes régulateurs de l'avancée en âge, construits sur des rapports de force. Nous rejoignons en ce sens les propos de Jenson :

Un régime de citoyenneté dans lequel des droits ne sont essentiellement reconnus que quand ce sont de “bons investissements” est un régime qui ne tient pas compte des besoins d'une immense partie des citoyens, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, mais particulièrement de femmes puisque ce sont elles qui occupent davantage les emplois à plus bas salaire et précaires, et qui fournissent toujours la majeure partie des soins informels au sein des familles. Un régime de citoyenneté qui ne tient pas compte des blocages continus qui barrent le plein accès à la participation, qu'ils résultent du manque de temps des femmes ou du manque de reconnaissances des inégalités structurelles fondées sur le genre, est un régime qui ne fournit pas une pleine citoyenneté. (Jenson, 2006 : 42–43)

En l'occurrence, les rapports à la citoyenneté « vécue » des participantes témoignent aussi des inégalités de genre, nous en discutons en dernière partie.

#### **4.2 Des citoyennetés traversées par les inégalités de genre**

D'hier à aujourd'hui, la citoyenneté, comme droits, devoirs, relations ou pratiques, reste médiatisée par les rapports de genre. Les figures tracées de la citoyenneté vécue révèlent ainsi des tensions entre des citoyennetés dites dominantes (celle de l'emploi et de la participation civique) et des citoyennetés dites relationnelles (celle du *care* et des droits sociaux) relevant d'abord du souci de l'autre et du monde autour ainsi que du lien social qui permet l'affiliation sociale. En matière d'emploi, rappelons d'abord que la citoyenneté contemporaine reste profondément enracinée dans la responsabilité individuelle d'occuper un emploi rémunéré (Siim, 2005). Pour les femmes babyboomers, l'accès au marché du travail a représenté un mécanisme important d'individuation dans l'accès à la citoyenneté, puisqu'il a permis leur « reconnaissance comme sujets au-delà des rôles assignés [de mères et d'épouse] » (Marques-Pereira, 2003 : 20). Les témoignages montrent à cet égard l'importance que revêt le travail rémunéré dans la vie des femmes de cette génération dans l'accès aux droits sociaux de retraite et dans la construction de leur identité citoyenne. Ils illustrent également l'intériorisation des valeurs d'autonomie et de liberté qui ont accompagné les trajectoires des femmes babyboomers, lesquelles ont évolué comme jeunes femmes, et souvent mères, sous les discours féministes égalitaristes des années 1970–1980. Parallèlement, les situations d'emploi des femmes qui avancent en âge, ainsi que leurs conditions de retraites, demeurent encore très inégales; conséquemment, elles sont davantage à risque de vieillir dans des situations de pauvreté (van der Vlugt & Audet-Nadeau, 2020).

Dans le même registre, la figure de la participation civique relève aussi d'une citoyenneté dominante, puisqu'elle reste focalisée sur les obligations civiques du citoyen de participer à la vie publique de la cité. Cette conception apparaît non seulement normative, mais concourt aussi à cette dichotomie entre une citoyenneté

« active » et « passive » (Bartlett & O'Connor, 2010). Pour les femmes âgées, leur invisibilité dans la sphère publique vient souligner – nous en faisons l'hypothèse – ce caractère « passif » auquel ont assigné souvent les femmes âgées, eu égard aux stéréotypes âgistes par exemple. En contrepartie, l'accès aux femmes aux mécanismes institutionnels de représentation et de participation a été non seulement un objet de lutte pour les mouvements féministes, mais s'inscrit aussi dans les débats féministes concernant l'inclusion des femmes dans le domaine citoyen (Dietz, 1998; Lister, 1997; Walby, 1994).

Par ailleurs, les citoyennetés, que nous avons nommé « relationnelles », reposant sur les droits sociaux de la retraite et du travail du care, témoignent quant à elles de l'importance et de la prégnance des dynamiques d'interdépendances dans les récits des répondantes, lesquelles permettent l'affiliation sociale et le sentiment d'appartenance : à un réseau familial, de proches ou à une communauté de proximité à laquelle on s'identifie. La figure de la citoyenneté du *care* nous permet particulièrement d'observer sur le terrain les arguments d'Ogien et Laugier (2014), pour qui le principe de *care* est indissociable du politique et du principe démocratique. Il implique une prise en compte du sujet vulnérable – et de ses droits sociaux – que toute démocratie doit assurer pour conserver l'adhésion de ses membres. Pour la plupart des répondantes, se soucier des autres s'inscrit dans le prendre soin ensemble de ce que nous avons en commun, comme le formulerait Tronto (2013).

Cependant, il importe de prendre en considération que les pratiques de care des répondantes expriment des enjeux relatifs aux rapports de genre qui influencent et structurent les contextes dans lesquels les femmes déploient ces pratiques (de proche aidance, de grand-maternité, d'entraide, etc.). Dans cette optique, bien que le *care* apparait être « consciemment choisi » pour la majorité des répondantes (outre les proches aidantes), il importe, en amont, de s'interroger sur les « conditions structurelles et structurantes à l'intérieur desquelles le choix est fait », afin d'éviter ce « faux débat » (Bourdieu, 1980, cité dans Guberman, 2003 : 199) essentialisant selon lequel le *care* serait basé sur « le travail d'amour », immanent au féminin-maternel. Plus fondamentalement, l'avancée en âge rappelle avec acuité que les expériences temporelles des femmes liées au *care* restent en filigrane conditionnées par les rapports de genre :

La domination masculine repose sur la construction du rapport au temps : la naturalisation des compétences dites féminines s'appuie sur une temporalité basée sur le rapport à l'autre et l'engagement dans la durée. Les perspectives théoriques autour du *care* et de la présence sociale permettent de montrer les implications morales de l'engagement pour autrui dans ses dimensions temporelles (sens de l'anticipation, disponibilité à l'autre, ancrage dans la durée, temporalisation). (Bessin & Gaudart, 2009 : 13).

En l'occurrence, penser les pratiques de *care* des femmes dans une perspective à la fois critique et émique (du point de vue de l'acteur) nécessite l'analyse de la complexité des rapports sociaux et des expériences plurielles. En cela, la prise en considération du sens que revêt le *care* dans les trajectoires des femmes âgées oblige l'analyse des relations sociales d'interdépendance et force le regard sur « ce qui nous



relie et nous (r)attache aux autres, qu'il s'agisse de particuliers, de groupes, ou de communautés plus ou moins vastes » et ce, même si ces « relations peuvent être asymétriques, inégales, injustes, conflictuelles entre elles » (Paperman, 2015 : 62). Cette prise en compte d'une autre voix engagée dans une citoyenneté relationnelle reste fondamentale pour considérer l'apport des femmes vieillissantes à une communauté de proximité, et à la société plus largement.

## En conclusion

Au regard des diverses figures de citoyenneté, ainsi que des tensions qui les traversent, force est de constater que tant les pratiques de participation ainsi que les formes de citoyenneté déclinées réifient les rapports de pouvoir sous-jacents à la dichotomie public-privé. Si plusieurs tentent d'articuler les rapports dialectiques et d'interdépendance entre les deux sphères, et de montrer que le *privé peut être politique* (Kershaw, 2010; Ogien & Laugier, 2014; Lister, 2011), ce qui est de l'ordre du *politique*, et ce qui est un acte de citoyenneté au sein du domaine privé et des pratiques associées ne fait l'unanimité (Lister, 2011). Les féministes dites maternalistes, telles que Wollstonecraft, ont d'ailleurs initié le débat dès le XIXe siècle; le résoudre n'est pas ici l'objectif visé. Somme de travaux apparaît d'ailleurs nécessaires pour mieux comprendre les rapports à la citoyenneté vécue des femmes dans l'avancée en âge. La compréhension de ces rapports doit être ancrée dans l'analyse empirique des pratiques du quotidien et dans le sens qui les anime. Plus encore, pour éviter les analyses ethnocentrées, il apparaît crucial d'appréhender les pratiques à l'aune de l'intersection des rapports sociaux (liés aux statuts socioéconomiques, à l'orientation sexuelle, à l'origine ethnico-raciale, etc.), et leurs dynamiques structurantes qui influencent les trajectoires diverses du vieillir des femmes (Calasanti, Slevin & King, 2006). Il s'agit d'ailleurs là d'une limite importante à la présente étude.

Néanmoins, peu discutés tant en sciences politiques, en gérontologie sociale ainsi qu'en études féministes, nos travaux mettent en lumière les modalités par lesquelles les femmes âgées *vivent* leur citoyenneté, comme sujet citoyen, sinon politique. *In fine*, révéler les (re)constructions plurielles de la citoyenneté vécue pour une diversité de femmes, racisées, en situation de pauvreté, en situation d'handicap, il s'agit là d'un travail féministe toujours en chantier, mais qui demeure fondamental pour (re)penser les citoyennetés sur des modes, non plus altérisés dans une *si grande différence*, mais bien sur des modes polyphoniques, où le genre des pratiques citoyennes perdront leur saillance et tonalité.

## Notes

- 1 Le concept de citoyenneté vécue est issu de Lister (2007).
- 2 Notons que ces revendications féministes basées sur le fait que les femmes, à titre de mères notamment, devraient bénéficier de droits politiques s'inscrit ce que d'aucuns décrivent comme le courant du féminisme maternaliste.
- 3 Nous pourrions ajouter un archétype basé sur un modèle masculin, blanc, hétérosexuel et de classe moyenne.
- 4 « *Vivre sa citoyenneté* » est une expression empruntée à Daniel Weinstock (2000).
- 5 Soit la « réalité historico-empirique » (les faits, les événements); la « réalité discursive » (la logique argumentaire du récit) et la « réalité psychique et sémantique » (la réflexivité du sujet sur son propre récit). Les

segments relatifs à ces trois niveaux de réalité ont été codés comme suit : RE – réalité empirique; RD – réalité discursive; RF – réalité réflexive.

6 Les auteurs identifient quatre « types de citoyens actifs » (8, traduction libre) : 1) « Citoyen actif comme travailleur; 2) « Citoyen actif comme consommateur de la sécurité sociale »; 3) « Citoyen actif comme parent ou proche “donneur de care” »; 4) « Citoyen actif engagé dans la participation civique ».

## Bibliographie

- Arber, Sarah, Kate Davidson et Jay Ginn. 2003. *Gender and Ageing: Changing Roles and Relationships*. Maidenhead : Open University Press.
- Attias-Donfut, Claudine. 2009. « Les grands-mères au centre des solidarités familiales ». Dans *Viellies et après !*, dir. Michèle Charpentier et Anne Quéniart. Montréal : Remue-ménage.
- Ballmer-Cao, Thanh-Huyen et Jean-Michel Bonvin. 2006. « Les politiques publiques du genre: transformations et perspectives ». Dans *Les politiques du genre*, dir. Isabelle Engeli, Thanh-Huyen Ballmer-Cao et Pierre Muller. Paris : L'Harmattan.
- Bartlett, Ruth et Deborah O'Connor. 2010. *Broadening the dementia debate: Towards social citizenship*. Bristol : Policy Press.
- Bertaux, Daniel. 2010. *Le récit de vie*. Paris : Armand Colin.
- Bessin, Marc et Corinne Gaudart. 2009. « Les temps sexués de l'activité : la temporalité au principe du genre? ». *Temporalités. Revue de sciences sociales et humaines* 9 : 1–28.
- Bourgault, Sophie, Sophie Cloutier et Stéphanie Gaudet. 2020. *Éthiques de l'hospitalité, du don et du care : actualité, regards croisés*. Presses de l'Université d'Ottawa PUO.
- Breviglieri, Marc et Stéphanie Gaudet. 2014. « Présentation : Les arrières-scènes participatives et le lien ordinaire au politique ». *Lien social et Politiques* 71 : 3–9.
- Brugère, Fabienne. 2010. « L'éthique du care: entre sollicitude et soin, dispositions et pratiques ». Dans *La philosophie du soin*, dir. Lazare Benaroyo, Céline Lefève, Jean-Christophe Mino et Frédéric Worms. Paris : Presses Universitaires de France.
- Calasanti, Toni, Kathleen F. Slevin et Neil King. 2006. « Ageism and Feminism: From “Et Cetera” to Center ». *NWSA Journal* 18 (1) : 13–30.
- Caradec, Vincent. 2007. « L'épreuve du grand âge ». *Retraite et Societe* 52 : 11–37.
- Carboneau, Hélène, Andrée Sévigny, Mélanie Levasseur, Émilie Raymond, Marie Beaulieu et Sophie Éthier. 2013. « La participation sociale, pour ajouter de la vie aux années: interaction et soutien social du RQRV ». *Médecine Sciences Amérique* 2 (3) : 37–51.
- Castonguay, Julie, Marie Beaulieu et Andrée Sévigny. 2015. « Bébé-boumeurs bénévoles? Les freins et les leviers de leur engagement ». *Retraite et Société* 2 : 127–146.
- Chanal, Philippe. 2012. « Don et care : une famille (politique) à recomposer ? ». *Revue du MAUSS* 39 : 67–88.
- Charles, Aline. 2007. *Quand devient-on vieille ? Femmes, âge et travail au Québec 1940–1980*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Charpentier, M., M. Soulières, et L. Kirouac. 2019. *Viellir et vivre seule*. Chaire sur le vieillissement et la diversité citoyenne, Université du Québec à Montréal, <[http://chairevieillissement.uqam.ca/fichier/document/VVS\\_RAPPORT\\_2019-01-25\\_MS\\_final.pdf](http://chairevieillissement.uqam.ca/fichier/document/VVS_RAPPORT_2019-01-25_MS_final.pdf)>.
- Charpentier, Michèle et Véronique Billette. 2010. « Conjuger vieillir au féminin pluriel ». Dans *Viellir au Pluriel. Perspectives Sociales*, dir. M. Charpentier, N. Guberman, V. Billette, J.-P. Lavoie, A. Grenier et I. Olazarar. Québec : Presse Universitaire du Québec.
- Charpentier, Michèle et Anne Quéniart. 2007. *Pas de retraite pour l'engagement citoyen* (vol. 25). Québec : Presse Universitaire du Québec.
- Charpentier, Michèle et Anne Quéniart. 2013. « Sens et pratiques de la grand-maternité: une étude par théorisation ancrée auprès de femmes aînées québécoises ». *Canadian Journal on Aging/La Revue canadienne du vieillissement* 32 (1) : 1–11.
- Chase, Susan E. 2005. « Narrative Inquiry, Multiple Lenses, Approaches, Voices ». Dans *The Sage Handbook of Qualitative Research*, dir. Norman K. Denzin et Yvonna S. Lincoln. Thousand Oaks : Sage Publications.

- Conseil du statut de la femme. 2018. *Portrait : les proches aidants et les proches aidantes au Québec. Une analyse différenciée selon les sexes*, <[https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/por\\_proches\\_aidants20180419\\_web.pdf](https://www.csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/por_proches_aidants20180419_web.pdf)>.
- Creswell, John W. 2012. « Five Qualitative Approaches to Inquiry ». Dans *Qualitative Inquiry and Research Design : Choosing Among Five Approaches*, dir. John W. Creswell. Thousand Oaks : Sage Publication.
- Dandurand, Rolande et Francine Saillant. 2003. « Des soins aux proches dépendants : quelle solidarité du réseau familial ? ». Dans *Mondialisation, système de santé et mouvement des femmes*, dir. Francine Saillant, Manon Boulianne et S. Kandijan. Sainte-Foy : Presses Universitaires de Laval.
- Dietz, Mary. 1998. « Context is all: Feminism and theories of citizenship ». Dans *Feminism and politics*, dir. Anne Phillips. Oxford : Oxford University Press.
- Foster, Liam et Alan Walker. 2013. « Gender and active ageing in Europe ». *European Journal of Ageing* 10 (1) : 1–8.
- Gagnon, Éric, Andrée Fortin, Amélie-Elsa Ferland-Raymond et Annick Mercier. 2004. « Donner du sens. Trajectoires de bénévoles et communautés morales ». *Lien social et Politiques* 51 : 49–57.
- Gaudet, Stéphanie. 2011. « La participation sociale des Canadiens: une analyse selon l'approche des parcours de vie ». *Canadian Public Policy* 37 : 33–56.
- Gaudet, Stéphanie. 2012. « Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale ». *SociologieS*, <<https://journals.openedition.org/sociologies/3874>>.
- Gaudet, Stéphanie. 2015. « La participation sociale: entre le care et le don ». Dans *Éthiques et Politiques du care : langage féministe actuel*. Montréal : Éditions du Remue-Ménage.
- Gaudet, Stéphanie. 2019. « Prendre soin de notre monde. Care et engagements citoyens ». *Iride* 3 (2019) : 535–548.
- Gazso, Amber et Susan A. McDaniel. 2010. « The risks of being a lone mother on income support in Canada and the USA ». *International Journal of Sociology and Social Policy* 30 (7/8) : 368–386.
- Godbout, Jacques T. 2000. *Le don, la dette et l'identité : Homo donator vs. Homo economicus*. Paris : La Découverte.
- Gottlieb, Benjamin H. et Alaynia. A Gillespie. 2008. « Volunteerism, health, and civic engagement among older adults ». *La Revue canadienne du vieillissement* 27 (4) : 399–406.
- Grenier, Cristina. 2012. *L'engagement bénévole d'ainés: bilan actuel et perspectives pour la prochaine génération d'ainés*. Sherbrooke : Université de Sherbrooke.
- Guberman, Nancy. 2003. « La rémunération des soins aux proches : enjeux pour les femmes ». *Nouvelles pratiques sociales* 16 (1) : 186–206.
- Guillemard, Anne-Marie. 2003. « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire : La retraite une mort sociale (1972) revisitée trente ans après ». *Gérontologie et société* 25 (102) : 53–66.
- Guillemard, Anne-Marie et Jean-Philippe Viriot Durandal. 2015. « Age, citoyenneté et politiques du vieillissement ». Dans *Droits de vieillir et citoyenneté des aînés*, dir. Jean-Philippe Viriot Durandal, Émilie Raymond, Thibault Moulart et Michèle Charpentier. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Herd, Pamela. 2009. « Women, Public Pensions, and Poverty: What Can the United States Learn from Other Countries? ». *Journal of Women, Politics & Policy* 30 (2–3) : 301–334.
- Inin, Engin F. et Bryan S. Turner. 2007. « Investigating Citizenship: An Agenda for Citizenship Studies ». *Citizenship Studies* 11 (1) : 5–17.
- Jensen, Per H., et Birgit Pfau-Effinger. 2005. « "Active" citizenship: the new face of welfare ». Dans *The changing face of welfare: consequences and outcomes from a citizenship perspective*, dir. Jørgen Goul Andersen, Anne-Marie Guillemard, Per H. Jensen et Birgit Pfau-Effinger. Bristol : Policy Press.
- Jensen, Jane. 2006. « La citoyenneté sociale et les "nouveaux risques sociaux" au Canada : où sont passées les voix des femmes ? ». *Droit et société* 62 : 21–43.
- Johansson, Karl H et Bjorn Hvinden. 2013. « Toward a post-marsahllian frame-work for the analysis of social citizenship ». Dans *Social Policy and Citizenship: The Changing Landscape*, dir. Adalbert Evers et Anne-Marie Guillemard. Oxford : Oxford Press.
- Johnson, Kimberlé J., et Jan E. Mutchler. 2013. « The Emergence of a Positive Gerontology: From Disengagement to Social Involvement ». *The Gerontologist* 54 (1) : 93–100.
- Kabeer, Naila. 2005. *Inclusive citizenship: Meanings and expressions*. London : Zed Books.
- Kershaw, Paul. 2010. « The "Private" Politics in Caregiving: Reflections on Ruth Lister's Citizenship: Feminist Perspectives ». *WSQ : Women's Studies Quarterly* 38 (1) : 302–311.

- Kulik, Laura. 2015. « The Impact of Multiple Roles on the Well-being of Older Women: Strain or Enrichment? ». Dans *Women and Aging: An International, Intersectional Power Perspective*, dir. Varda Muhlbauer, Joan C. Chrisler et Florence L. Denmark. Cham : Springer International Publishing.
- Lamoureux, Diane. 2001. *L'amère patrie. Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*. Montréal : Remue-ménage.
- Lamoureux, Diane. 2002. « Le dilemme entre politiques et pouvoir ». *Cahiers de recherche sociologique* 37 : 183–201.
- Lamoureux, Diane. 2004. « Public/privé ». Dans *Dictionnaire critique du féminisme*, dir. Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier. Paris : Presses universitaires de France.
- Lavasueur, Mélanie, Daniel Naud, Sonia Routhier, Mélissa L. Généreux, Jean-François Bruneau et Aline Alauzet. 2018. *Caractéristiques environnementales favorisant la participation sociale : développement d'un outil d'intervention adapté aux particularités de la population québécoise vieillissante*. CdRV, CIUSSS de l'Estrie–CHUS, Rapport de l'Action concertée Vieillesse de la population au Québec et ses enjeux socioéconomiques et de santé, <[https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/06/vp\\_m.lavasueur\\_rapport\\_participation-sociale.pdf](https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/06/vp_m.lavasueur_rapport_participation-sociale.pdf)>.
- Lavasueur, Mélanie, Lucie Richard, Lise Gauvin et Émilie Raymond. 2010. « Inventory and analysis of definitions of social participation found in the aging literature: Proposed taxonomy of social activities ». *Social science & medicine* 71 (12) : 2141–2149.
- Lie, Mabel, Susan Baines et Jane Wheelock. 2009. « Citizenship, Volunteering and Active Ageing. *Social Policy and Administration* ». 43 (7) : 702–718.
- Lister, Ruth. 1997. *Citizenship: Feminist Perspectives*. New York : New York University Press.
- Lister, Ruth. 2007. « Inclusive Citizenship: Realizing the Potential ». *Citizenship studies* 11 (1) : 4–61.
- Lister, Ruth. 2011. « From the Intimate to the Global: Reflections on Gendered Citizenship ». Dans *The Limits of Gendered Citizenship: contexts and complexities*, dir. Elżbieta H. Oleksy, Jeff Hearn et Dorota Golańska. London : Routledge.
- Madero-Cabib, Ignacio, et Annette E. Fasang. 2016. « Gendered work–family life courses and financial well-being in retirement ». *Advances in Life Course Research* 27 : 43–60.
- Marchand, Isabelle. 2016. *Récits du vieillir actif et de la citoyenneté au quotidien : l'expérience des femmes aînées au Québec*. Thèse de doctorat. Université de Montréal. <<http://hdl.handle.net/1866/16013>>.
- Marchand, Isabelle, Anne Quéniart et Michèle Charpentier. 2013. « Les classifications du vieillissement: Quelle résonance dans les représentations des femmes âgées? ». *Anthropologie* 13 : 95–110.
- Marques-Pereira, Bérange. 2003. *La citoyenneté politique des femmes*. Paris : Armand Colin.
- Marques-Pereira, Bérange, Catherine Achin et Laure Bereni. 2013. « Citoyenneté et genre ». *Dictionnaire genre et science politique* 1 : 95–103.
- Marques-Pereira, Bérange. 2004. « Citoyenneté ». Dans *Dictionnaire critique du féminisme*, dir. Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier. Paris : Presses universitaires de France.
- Marshall, Tomas H. 1963. *Class, citizenship and social development*. Chicago : Chicago University Press.
- Mauger, Gérard. 2009. « Générations et rapports de générations ». Dans *L'intergénérationnel. Regards pluridisciplinaires*, dir. Anne Quéniart et Roch Hurtubise. Rennes : Éditions de l'École nationale de Santé Publique.
- Miles, Matthew B., et Micheal A. Huberman. 2003. *Analyse des données qualitatives*. Paris : De Boeck.
- Neveu, Catherine. 2015. « Of ordinariness and citizenship processes ». *Citizenship Studies* 19 (2) : 141–154.
- Newton, Nicky J., Preet K. Chauhan, Shauna T. Spirling et Abigail J. Stewart. 2018. « Level of choice in older women's decisions to retire or continue working and associated well-being ». *Journal of Women & Aging* 31 (4) : 286–303.
- Nichols, Leslie. 2019. « Women, Work, and Intersectionality ». Dans *Working Women in Canada. An Intersectional Approach*, dir. Leslie Nichols. Toronto : Toronto Women's Press.
- Ogien, Albert et Sandra Laugier. 2014. *Le principe démocratie: Enquête sur les nouvelles formes du politique*. Paris : Découverte.
- Paperman, Patricia. 2015. « Le care comme reconnaissance et comme critique ». Dans *Le care. Éthique féministe actuelle*, dir. Sophie Bourgault et Julie Perreault. Montréal : Éditions du remue-ménage.
- Pateman, Carole. 1988. « The patriarchal welfare state ». Dans *The welfare state reader*, dir. Christopher Pierson et Francis G. Castles. Cambridge : Polity Press.
- Paugam, Serge. 2013. *Le lien social*. Paris : Presses Universitaires de France.

- Pavelek, Lucas. 2013. « Senior Volunteering in the Context of Active Ageing ». *World Applied Sciences Journal* 26 (8) : 1070–1078.
- Pennec, Simone. 2007. « Les solidarités de voisinage au féminin, des rôles entre proximité et distance ». *Pratiques du champ social* 1 : 151–169.
- Pires, Alvaro P. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologie. » Dans *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, dir. Jean Poupart, J.-P. Deslauriers, L. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et Alvaro P. Pires. Montréal : Boucherville Gaëtan Morin.
- Provencher, Véronique et Hélène Carbonneau. 2019. « Social participation, leisure and active aging ». *Loisir et Société* 42 (1) : 1–3.
- Raymond, Émilie, Andrée Sévigny, Mélanie Levasseur, Mariana Coimbra Ferreira de Almeida et Emmanuel Villaverde Cabral. 2015. « Participation sociale des aînés: entre définitions, actions et pouvoirs ». Dans *Droits de vieillir et citoyenneté des aînés*, dir. Jean-Philippe Viriot Durandal, Émilie Raymond, Thibault Moulart et Michèle Charpentier. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Raymond, Émilie, Andrée Sévigny et André Tourigny. 2012. *Participation sociale des aînés : la parole aux aînés et aux intervenants*. Institut national de santé publique du Québec. Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale et Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec.
- Riekhoff, Aart-Jan et Noora Järnefelt. 2018. « Retirement trajectories and income redistribution through the pension system in Finland ». *Social Forces* 97 (1) : 27–54.
- Sanscartier, Matthew Daniel. 2015. *A Brave New Citizenry: Exploring Canadian Welfare State Retrenchment through Changing Citizenship*. Master's thesis. University of Manitoba.
- Sawyer, Anne-Maree, et Sara James. 2018. « Are baby boomer women redefining retirement? ». *Sociology Compass* 12 (10) : e12625.
- Seddighi, Hamed et Ibrahim Salmani. 2018. « Online Volunteering, A Way to Reduce Health Inequalities: A Review Study ». *Health Research* 7 (4) : 256–264.
- Serrat, Rodrigo, Feliciano Villar, Jeni Warburton et Andrea Petriwskyj. 2017. *Generativity and Political Participation in Old Age: A Mixed Method Study of Spanish Elders Involved in Political Organisations*. <https://doi.org/10.1007/s10804-016-9255-4>
- Sevenhuijsen, Selma. 1998. *Citizenship and the Ethic of Care*. Londres : Routledge.
- Sevenhuijsen, Selma. 2003. « The Place of Care : The Relevance of the Feminist Ethic of Care for Social Policy ». *Feminist Theory* 4 (2) : 179–197.
- Sgier, Lucas et Barbara Lucas. 2018. « Citoyenneté politique et reconnaissance dans la vieillesse dépendante ». *Gérontologie et société* 40 (3) : 151–164.
- Simm, Birte. 2005. « Gender equality, citizenship and welfare state restructuring ». Dans *The changing face of welfare: consequences and outcomes from a citizenship perspective*, dir. Jørgen Goul Andersen, Anne-Marie Guillemard, Per H. Jensen et Birgit Pfau-Effinger. Bristol : Policy Press.
- Townson, Monica. 2009. *Women's Poverty and the Recession*. CCPA Canadian Centre for Policy Alternatives—Centre canadien de politiques alternatives.
- Tronto, Joan C. 2013. *Caring democracy: markets, equality, and justice*. New York : New York University Press.
- Tronto, Joan C. 2008. « Du care ». *Revue du MAUSS* 32 (2) : 243–265.
- van der Vlugt, Elmer et Vincent Audet-Nadeau. 2020. *Bien vieillir au Québec : Portrait des inégalités entregénérationnelles et entre personnes aînées*. Montréal : Observatoire québécois des inégalités.
- van Hees, Susan., Klasien Horstman, Maria Jansen et Dirk Ruwaard. 2015. « Conflicting notions of citizenship in old age: An analysis of an activation practice ». *Journal of Aging Studies* 35 : 178–189.
- Walby, Susan. 1994. « Is citizenship gendered? ». *Sociology* 28 (2) : 379–395.
- Weinstock, Daniel. 2000. « La citoyenneté en mutation ». Dans *Vivre la citoyenneté. Identité, appartenance et participation*, dir. Yves Boisvert, Jacques Hamel et Marc Molgat. Montréal : Éditions Liber.
- Zimpfer, Nathalie. 2015. *Mary Wollstonecraft : aux origines du féminisme politique et social en Angleterre*. Lyon : Éditions de l'ENS.

**Pour citer cet article :** Marchand, Isabelle et Stéphanie Gaudet. 2021. «Les (re)constructions plurielles de la citoyenneté des femmes âgées à travers les pratiques de la vie quotidienne.» *Revue canadienne de science politique* 54 (4): 850–869. <https://doi.org/10.1017/S000842392100055X>